Thierry PFISTER

LE POINT SUR . . . . .

LA TECHNOCRATIE ET LE SOCIALISME

préface par
Albert GAZIER

Editions de l'AN 2000

N° 3

NOVEMBRE 1970

Fondation Jean-Jaurès

Fondation Jean-Ja

PRÉFACE

Capitalistes et classe ouvrière vont-ils rester face à face jusqu'au jour où les travailleurs supprimeront les classes sociales et instaureront la démocratie économique, c'est-à-dire le socialisme ? Il y a cinquante ans tous les socialistes auraient apporté sans hésitation une réponse affirmative à cette question.

Depuis plusieurs décennies d'excellents esprits se demandent si la caste des techniciens, managers et technocrates, jouant son propre jeu, n'aboutira pas à imposer ses propres conceptions, à faire prédominer ses propres intérêts et à succéder, tout au moins pour un temps, au capitalisme déclinant.

MARX lui-même, avec son génie prophétique, avait noté que la gestion des entreprises tendait à se séparer de la propriété. Toutefois le phénomène était alors trop restreint pour qu'il en ait pu tirer toutes les conséquences.

Les premières années de la révolution bolchevique avaient clairement révélé à LENINE que la suprématie naissante de la bureaucratie faisait courir un « danger énorme » au vrai communisme : « notre pire ennemi intérieur, c'est le bureaucrate » écrivait-il en 1921.

Dans un livre célèbre, « l'Ere des Organisateurs », publié en 1940, l'ex-trotskyste James BURNHAM avait soutenu avec brio une thèse intéressante et nouvelle : le capitalisme est condamné, sa disparition est certaine et relativement proche. Toutefois, dans tous les pays, son successeur ne sera pas la classe ouvrière mais les managers et technocrates.

Cette théorie avait impressionné Léon BLUM qui écrivait dans la préface à la traduction française du livre de BURNHAM : « il est possible de détruire la propriété capitaliste sans avoir détruit le capitalisme ». il ne jugeait pas inconcevable l'ère des organisateurs mais il pensait que sa durée serait brève et que le socialisme finirait par triompher.

En Juillet 1969 le Congrès Socialiste d'Issy-les-Moulineaux s'est préoccupé de la montée de la technocratie. La motion votée souligne que : « le caractère hautement technique de nos modes de production tend à instaurer dans la société une nouvelle forme d'inégalité fondée sur le savoir et la maîtrise des nouvelles formes d'organisation », et que « le patrimoine intellectuel des hommes est devenu un facteur de production essentiel, une source de pouvoir et de revenu parmi les plus importants ».

Qu'est donc ce technocrate dont on parle tant, de quels dangers nous menace-t-il, quelles sont les solutions socialistes ?

A toutes ces questions, l'étude de Thierry PFISTER apporte des réponses pertinentes précédées de considérations éclairantes.

Oui le technocrate est bien le technicien, qui, au nom de ses compétences véritables ou supposées, s'arroge le droit de décider de tout et prétend connaître, mieux que les intéressés, ce qui leur convient et ce qui ne leur convient pas.

Certes on peut se demander si le technocrate est toujours « le produit de l'enseignement bourgeois » et s'il ne se trouve pas, sous des formes diverses, dans tous les régimes.

Si la technocratie supplantait un jour la ploutocratie, le progrès ne serait pas évident. La volonté de puissance n'est pas moins redoutable et inhumaine que la recherche du profit.

D'autre part confondre technicien et technocrate serait une grave erreur, PFISTER a raison de le souligner.

Notre monde ne peut pas se développer sans le secours de la technique. Une démocratie de progrès a besoin de techniciens pour éclairer les choix et pour appliquer les décisions. Le danger technocratique commence dès que les options qui engagent l'existence de tous sont prises par les experts et non par le peuple. Pour écarter ce risque il est d'abord indispensable d'élargir l'enseignement et de le rendre démocratique.

Si les cadres supérieurs touchent en France, actuellement, des rémunérations élevées, si l'éventail des revenus est plus large chez nous qu'à l'étranger, c'est essentiellement parce que l'offre d'emplois très spécialisés est supérieure à la demande, c'est parce que notre système d'enseignement ne forme pas assez d'ingénieurs et de techniciens. Un enseignement plus démocratique supprimera cette pénurie et les primes de rareté qui en découlent, de même qu'il introduira dans la catégorie des cadres des jeunes jens et des jeunes filles issus de milieux populaires. Ces deux effets se conjugueront pour modifier les mentalités.

Grâce à un enseignement plus long et mieux adapté, les travailleurs pourront accéder plus vite à la gestion, ce qui est la meilleure manière de combattre les tendances technocratiques. En outre dans l'enseignement et en dehors de lui, il sera nécesasire de lutter contre l'esprit de supériorité, la tendance à la ségrégation, le culte de la technique pour la technique, qui transforment si souvent le technicien en technocrate.

Le technocrate n'est pas heureux. Sa personnalité est aliénée et mutilée pour une idole inhumaine.

Au contraire elle s'épanouira pleinement si le technocrate se transforme en conseiller, en chercheur, en innovateur plaçant sa compétence au service des hommes et d'un idéal de progrès social.

Les socialistes ont donc pour devoir de convaincre et de rassembler les cadres supérieurs. Ils ont déjà obtenu dans cette direction des résultats encourageants.

Merci à Thierry PFISTER d'avoir si bien insisté sur l'un des problèmes capitaux de notre époque.

Sans renoncer, bien au contraire, aux bienfaits de la technique, sans contester à ceux qui la font progresser et qui l'appliquent une place importante dans notre société, il importe de rétablir dans tous les domaines « la primauté du politique, c'est à dire de la démocratie ».

Albert GAZIER.

Fondation Jean-Jaurès

LA TECHNOCRATIE ET LE SOCIALISME

Par Thierry Pfister.

Edgar Faure, lors de sa campagne électorale en vue de récupérer son siège de député qu'une nouvelle carrière ministérielle lui avait fait perdre, promena avec lui quelques jeunes technocrates. Devant les populations jurassiennes passablement ébahies, il jouait les montreurs d'ours en s'exclamant : « Je vous ai amené un technocrate, vous voyez, ils sont bons garçons ».

L'anecdote prouve au moins deux choses : que les technocrates existent puisqu'on peut les montrer, qu'ils effrayent puisqu'il faut rassurer les populations.

Dans l'imagerie populaire, le technocrate tend, de plus en plus, à remplacer l'Etat. Le monstre abstrait de naguère (Etat, gouvernement, pouvoirs publics) s'efface devant les gris costumes cintrés des « jeunes Messieurs » de **l'Ecole Nationale d'Administratiaon (ENA).** « C'est à **l'ENA** que comme à une glande nouvelle, la société bourgeoise doit en France la secrétion d'une véritable caste administrative (1).

---

(1) « L'ENARCHIE ou les mandarins de la société bourgeoise » par Jacques Mandrin. Ed. La Table Ronde de « Combat. » P. 87.

Le technocrate reste pourtant aussi mystérieux que son abstrait prédécesseur. Qui pourrait le définir ? Les premiers à avoir poussé des cris d'alarmes furent bien sûr les hommes de gauche, et en particulier les intellectuels de gauche, alors que pourtant ils ne sont pas étrangers à la naissance de ce nouveau danger.

La gauche entretient en effet avec la technocratie des rapports aussi étroits, et néanmoins agités, que ceux d'une poule avec le caneton égaré au milieu de sa couvée. Le technocrate a, comme l'homme de gauche, le sens de sa mission. Le premier la conçoit au service de l'Etat, le second au service du peuple. Mais comme dans toute démocratie, les deux entités sont sensées se recouvrir, on comprend que nombre de technocrates soient de gauche et que nombre d'hommes de gauche aient favorisé la technocratie.

Reste pourtant à définir ce fameux technocrate.

Est-il un technicien ? En fait pas obligatoirement. Sa technicité tient beaucoup plus dans un vocabulaire que dans un savoir, ce qui le rapproche des membres des sociétés secrètes. La cohérence de groupe s'obtient par un langage commun. Mais le lien qui se crée ainsi entre ceux qui savent isole, par contrecoup, le non-initié. Un premier rapprochement social s'ébauche qui se trouvera renforcé par

l'existence de communauté artificielles comme les « Anciens » de Sciences-Po ou de l'ENA, et une solidarité de classe entre gens qui sont le plus souvent issus d'un même milieu.

Le technicien isolé ne pourra jamais être un technocrate. En revanche, lorsqu'il prendra conscience qu'entre lui et certains de ces collègues il existe un état d'esprit commun il deviendra à même de choisir d'entrer dans la caste et de jouer le jeu de la technocratie. C'est de là qu'il tirera sa force, beaucoup plus que de ses compétences. D'ailleurs, la nature de son intervention étant politique, toute référence à ses seules capacités professionnelles ferait dévier le problème.

Encore faut-il s'entendre sur ce qui est politique et ce qui ne l'est pas. Sur ce point fondamental se retrouve le clivage « droite - gauche », même si on cherche à le masquer par un pseudo clivage « modernes-anciens ». L'aile « moderniste » de la gauche prétend en effet que, Marx étant dépassé, il convient de s'adapter à la réalité de l'évolution sociale et donc de privilégier l'évolution technique. Sous réserve de quelques nuances, une telle attitude est loin d'être erronée. A condition cependant de conserver à l'esprit cette primauté totale du choix politique ce qui implique la prééminence de l'intérêt de la communauté sur toute forme d'intérêt particulier.

Une telle remarque peut paraître superflue. Pourtant toutes les formes d'intérêt particulier ne sont pas immédiatement apparentes. Ainsi le jeune « énarque » par exemple, disons le technicien, qui au nom d'une rationalité économique, prétend rentabiliser la RATP risque en toute bonne foi de faire un choix politique capital. Au nom de sa technique, il veut améliorer un outil, le rendre plus efficace et également compétitif. Une telle optique ne devrait pas heurter les socialistes. Le secteur public pour eux ne doit pas nécessairement être un gouffre, où l'équilibre budgétaire serait un crime. Un poujadisme latent au sein des forces de gauche provoque pourtant des réactions de défense, dans ce cas déplacées. La critique qui se lève contre le « technocrate » perd toute base sérieuse car elle n'est qu'un réflexe, alors corporatiste, de défense du « petit ». du « lampiste ».

Or néanmoins, sur ce même exemple, une critique de l'attitude technocratique s'impose. En effet, toute solution « technique » engage un processus politique. Le technocrate ne peut être que l'agent d'un rationalité bâtarde et ambigüe, car partielle.

Il est anormal, et la Gauche devrait s'en préoccuper, que tout le secteur public soit déficitaire. Il est malsain qu'une année de subvention à la RATP équivalle à 10 ans de subvention au développement de la Bretagne. Pourtant la notion de « service public », la notion

d'économie globale de la région parisienne, échappent au responsable « technique » du budget de la dite RATP. Ces notions n'échapperaient pas, du moins on peut l'espérer, à son entendement, elles échappent à ses compétences. Le choix nécessaire est d'essence politique. Ou bien on rentabilise la RATP en paralysant les flux migratoires d'un grand nombre de salariés et donc l'économie de la région, ou bien on fait payer aux utilisateurs réels des transports parisiens le coût réel du service rendu. Mais attention, là encore les utilisateurs réels ne sont pas seulement les personnes transportées. En fait les véritables utilisateurs sont les entreprises de la région parisienne. Imaginons que le métro n'existe pas ; elles seraient contraintes de mettre en place leurs propres services de ramassage. Pourquoi ne pas leur faire payer directement une partie du prix des trajets ? Déjà, par leur présence à Paris et dans la région, elles bénéficient d'un avantage évident tout en nuisant le plus souvent à la bonne santé de l'économie générale du pays. Et sur cet exemple précis, elles bénéficient d'un service payé par l'ensemble de la collectivité puisque émanant du budget donc de la contribution de tous les citoyens du pays.

Ce cas plaide curieusement en faveur du technocrate. Limité dans ses fonctions ; bureaucrate de fait, soumis à une hiérarchie, il constate une défaillance - ici le déficit - et

propose les remèdes qui sont de son ressort - par exemple une augmentation des tarifs ou, pour la SNCF, la suppression de certaines lignes. Que peut-on lui reprocher ? De manquer d'audace et d'imagination, oui. Mais par contre, le politique qui, par paresse, incompétence ou tout autre motif, entérine un tel choix, lui, est responsable sans appel.

C'est le cas de ces députés qui regrettent, sans toujours l'avouer, l'heureux temps où il suffisait d'en savoir à peine un peu plus que l'électeur moyen pour faire une brillante intervention au cours du débat budgétaire. Ceux-là sont maintenant les premiers à renoncer à leurs fonctions de choix et de contrôle en s'abritant derrière les « impératifs techniques » et la complexité des problèmes.

La question est essentielle, car on ne peut en effet exiger de tous les députés une compétence universelle. Le club « **Technique et Démocratie** » a proposé par exemple la mise en place auprès des parlementaires, de conseillers techniques désignés par les groupes avec contrôle des références. A la limite, cela s'appelle simplement un « contre-feu ». Ne s'agit-il pas en somme de combattre la technocratie par la technocratie ?

La puissance des technocrates tient à deux évolutions parrallèles : la complexité croissante de la gestion sociale, la démission de politiques. De là découle la « technostructure »

analysée par **GALBRAITH.** A une socialisation apparente de l'entreprise, comme de la vie économique du pays, par la planification, s'oppose un pouvoir grandissant des unités de production qui s'exprime par une action directe pour influer sur l'action sociale donc politique.

Mais limiter le phénomène technocratique à ces seuls « bons garçons » obligés de trancher en des domaines échappant à leur compétence, serait singulièrement restreindre le débat.

La démission du politique fait que le domaine d'intervention du technocrate s'accroit. Administratreur tout puissant il est dénoncé par celui qui devrait être son maître : l'élu, le représentant du peuple. Mais lui-même prend conscience de son nouveau pouvoir et dès lors, il tend à s'organiser, son action devient positive, pensée, orientée. Alors prend naissance la technocratie.

La synarchie n'avait peut-être pas existé. La technocratie doit être étouffée dans l'œuf. Le mythe dangereux de l'efficacité ne risque-t-il pas demain de donner à la « technocratie » un visage comparable à celui que prend **« l'Opus Dei ? ».** Quiconque recherche l'ombre propice du mystère traduit ainsi une attitude méprisante. Trop souvent encore la notion du secret apparaît comme un privilège de l'autorité. La déformation surgit bien vite qui pousse à se prévaloir d'une autorité absente par un mystère systématique. Ce sentiment fleurit tout par-

ticulièrement dans les administrations - et en particulier l'administration militaire - où l'usage des tampons « confidentiel » ne connaît guère de retenue. Autre manifestation de la tendance que « ceux qui savent » ont à s'isoler : le mouvement de **BILDERBERG. Les Bilderbergers** regroupent hommes politiques financiers et grands techniciens, leur concertation est de caractère général.

Ce type de rencontre n'est pas en soi nocif, mais elles traduisent un mythe des compétences qui s'exprime également dans le phénomène technocratique. Cette attitude aristocratique tend à limiter au niveau individuel l'action sociale, disons plus globalement l'action politique.

Il convient en effet de bien distinguer compétence et secret. Si seules les compétences s'exprimaient, on voit mal ce qui justifierait une attitude soupçonneuse à l'égard de ceux qui ne savent pas. A la limite, en admettant que les responsabilités internationales des hommes des mouvements **Pugwash** (1) et de **Bilderberg** exigent une certaine clandestinité, ce n'est plus compatible dans une structure nationale de la part de cadres de cette Nation. Trop souvent le secret vient pallier une absence de compétence.

---

(1) Qui regroupe des hommes de science et des hommes politiques et étudie les problèmes liés à l'atome et au désarmement.

Un exemple de la relativité des compétences apparaîtra dans cette anecdote dont je garantis l'authenticité. Nombre de pays, que par euphémisme, on baptise « en voie de développement » font venir - à prix d'or - de grands experts internationaux chargés d'émettre un diagnostic sur les maladies de carence dont souffre le pays ou sur les chances de succès de telle thérapeuthique nouvellement mise en place. Prenons le cas, par exemple du Président de la Banque Fédérale Allemande. Il débarque pour un séjour de 3 à 4 jours en Indonésie, rencontre un maximum de « responsables », va de dîners en réceptions, lâche une cohorte de jeunes technocrates de sa suite à travers les administrations intéressées, contemple impassible les graves hochements de tête qui ponctuent ses déplacements, reprend l'avion en promettant un rapport pour dans trois mois. Cinq mois plus tard le gouvernement indonésien se retrouvera en face d'un joli volume cartonné dont l'utilisation pratique par ses services est pour le moins problématique. Et que dire quand tel de ces experts internationaux se présente dans un pays socialiste. Il ne remettra bien sûr pas en cause les options essentielles mais les videra, par ses propositions, de tout leur contenu. La règle veut que, dans les rapports, les gouvernements trouvent un bilan de ce qui va et de ce qui ne va pas (choses que généralement ils savaient) et des remèdes possibles du type : créer des emplois, élever le niveau culturel,

supprimer les emplois sans rentabilité économique... bref toutes choses qui sont sans doute à faire, mais comment ?

Qu'on ne se méprenne quand même pas. Si j'ironise sur cette caste des experts internationaux, c'est que la manière dont ils exercent leur magistère lui fait perdre l'essentiel de son intérêt. Je voudrais aussi démystifier cette notion d'expert tant au plan national qu'international, surtout vis-à-vis des vrais politiques. J'entends par vrais politiques non pas tant les responsables ou bien les militants d'une organisation politique mais l'ensemble des citoyens. Les politiques organisés, qui militent dans un parti, n'ont pas en général un très grand respect pour le technocrate. Ils le brocardent volontiers et ne se reposent sur lui que par paresse intellectuelle. Le citoyen, lui, respecte le savoir, comme l'enfant respecte son instituteur, son maître, celui qui sait.

Oserai-je risquer le mot : révolution culturelle ? Disons que là encore un changement profond des mentalités s'impose. Mais c'est tout le mode d'acquisition des connaissances qui est en cause et donc la structure sociale. Le technocrate est un produit de l'enseignement bourgeois. Elevé dans le sérail, il deviendra demain l'un des eunuques de la cour. Elevé dans le sérail il est inconnu des autres, de ceux contre qui finalement il aura été dressé. Sur ce type de formation je ne m'étendrai pas. Le livre de **Jacques Mandrin** a très bien dé-

monté le mécanisme de l'Ecole Nationale d'administration.

Nous savons bien qu'une société de classe secrétera toujours un enseignement de classe. C'est pourquoi ceux qui contestent les contestataires, j'entends ceux qui à gauche contestent les contestataires, devraient prendre garde à ce qui est en cause. D'un côté des débordements de propagande, de l'autre la mise à nu du contenu idéologique de l'enseignement. La gauche républicaine avait un grand respect de l'enseignement dont elle avait fait le levier de tout progrès social. « Le socialisme français est un socialisme républicain. Républicain dans ses origines, dans ses réflexes, dans ses attitudes historiques, dans son implantation territoriale. Républicain au plus lointain et au plus profond de lui-même, au plus profond de son histoire et de sa géographie politique ». Cette remarque **d'Ernest Labrousse** dans sa préface à **« l'Histoire socialiste de la Révolution française »** de **Jaurès,** est lourde de conséquence. La gauche socialiste saura-t-elle surmonter cet héritage et dépasser le schéma : « ouvrir une école pour fermer une prison ?». Ce slogan est anti-socialiste. L'enseignement actuel, plus il se démocratise, plus il tend à figer notre société. La technocratie n'est qu'un aspect particulier de cette « réification » (1) générale.

---

(1) Du latin « res » : chose

Non pas qu'il faille s'opposer à la démocratisation de l'enseignement. Evidemment ! Mais l'enseignement actuel diffuse un message qui est celui d'un certain type de culture. Cette culture est dépendante de l'organisation de la société. L'école, c'est en définitive le lieu où s'apprennent les règles de la vie commune. Ces règles ne sont pas universelles et définitives, elles dépendent d'un contexte historique donné : chez nous la civilisation judéo-chrétienne et le capitalisme. L'école en général perpétue un savoir mandarinal, classant, cataloguant, bien pire jugeant. Nous vivons par exemple sur une division totalement absurde car artificielle des arts : peinture, sculpture, poésie, prose ; comme sont déclarés, tout aussi artificiellement, différents l'art et la science. C'est cela par exemple que les « gauchistes », entre autres, appellent « le contenu idéologique de classe de l'enseignement ». L'ENA, ce centre de formation stéréotypé de nos jeunes administrateurs, confine aux sommets du drame. Elle cultive le paraître et se fonde sur un type très limité d'insertion sociale. Les jeunes « énarques » passent trois ans (plus, généralement, trois ans à Sciences Po) à découper « le Monde » pour se faire des dossiers.

Or, qu'est-ce que la presse ? Qu'est-ce que ces « mass media » (2) que nos techniciens baptisent « révolutionnaires » ? Elles sont nées

---

(2) Moyens d'information de masse

d'une confusion soigneusement entretenue entre divertissement et information. Cette confusion des fonctions qui prend le lecteur ou le spectateur dans un moment de détente et de loisir le rend particulièrement malléable et produit une rencontre du public et de l'informateur sur une ligne de moindre résistance. Et cette ligne ne peut être que celle d'un conservatisme social, d'un conformisme culturel et politique. **Jacques Kayser** dans « **Mort d'une Liberté** » va même plus loin. Ce père de l'étude des moyens d'information écrivait en effet : « Les minorités sont broyées, elles qui, dans l'histoire, ont été les moteurs du progrès. L'information joue contre les réformes de structures ».

C'est en cela que les « mass media » sont « réifiantes ». Sous un message évident et explicite est véhiculé en effet un autre message dont le contenu est lui implicite, dissimulé, mais réel. Renvoyant à la civilisation sa propre image, les « mass media » comme l'école, la famille et l'ensemble des cadres éducatifs, l'encouragent à maintenir ses préjugés et renforcent ses stéréotypes. La cohérence de groupe, celle d'une Nation par exemple, provient d'un folklore commun créant une imagination commune. Ce sont les stéréotypes. Chaque Nation, chaque groupe, a les siens propres. Depuis toujours les leaders d'opinion les utilisent pour amener à leurs vues les populations.

Le rôle que joue la télévision, par exemple, est dans ce domaine capital. Elle tend à se substituer au folklore d'hier en étant désormais l'imagination commune du peuple. C'est ce levier que de Gaulle utilisait en conservant le monopole de l'information télévisée. En utilisant un soutien « informationnel », on faisait l'apologie d'un état de fait. Cette tendance existe toujours, malheureusement.

Il faut en toute honnêteté reconnaître que c'est là une pente naturelle pour toute majorité. L'effet majoritaire joue d'autant plus facilement sur les « mass media » qu'il donne l'impression que « tout le monde le pense ». Ces procédés visent à obscurcir le libre débat démocratique ; ils s'apparentent en fait à la notion de secret que je dénonçais tout à l'heure.

Je peux paraître m'être considérablement éloigné de la technocratie. Il n'en est rien. Car l'un des procédés de toute majorité - c'est une règle sociologique, non une critique politique - est de techniciser les problèmes, ce qui consiste à reporter l'ancienne antithèse entre opinion publique et Etat à l'opposition entre opinion publique et techniciens. On oppose aux aspirations et revendications populaires les avis de techniciens qui se muent dès lors en technocrates. La démission du politique n'est pas que paresse, elle aussi rouerie.

Dans une telle situation, l'opinion se détourne de débats dans lesquels elle ne parvient pas à se situer, il y a unanimité. Or, la condition d'une opinion vivante, c'est la liberté et la diversité. Le sage traditionnel, le technocrate, l'homme politique ou l'organisateur se trouvent en conflit avec l'opinion publique quand ils l'ont laissé manquer d'information et se sont abstenus de dialoguer avec elle. C'est une mésaventure de ce type qui survint au Général de Gaulle lors du premier tour des élections présidentielles de 1965.

Prenons un autre exemple concret : la politique d'équipement en matière nucléaire. A première vue le choix de tel ou tel type de filière pour un réacteur atomique semble être le domaine rêvé de nos technocrates. On ne va quand même pas ennuyer l'électeur avec la filière graphite-gaz dite « française » ou une filière uranium enrichi-eau légère « américaine » ! Or, il se trouve que les sous-produits sont différents et que telle filière plutôt que telle autre produit plus ou moins de matières fissiles utilisables par la suite à des fins militaires. Or il se trouve que la matière première « uranium enrichi » se traduit aussi par un droit de regard du fournisseur en ce qui concerne l'utilisation qui sera faite du produit fourni. Et on voudrait laisser de tels choix à une bureaucratie irresponsable politiquement !

Attention, là encore la pseudo démission du politique n'est que rouerie. Bien sûr la droite

préfère régler ce genre de questions à l'ombre accueillante des cabinets ministériels, entre « gens sérieux ». Eux ne démissionnent pas, ils font une politique de classe au sens strict du terme, c'est à dire que les intérêts « économiques » - comprenez certains intérêts particuliers - prédominent. La démission, elle vient des hommes politiques de gauche à qui il revient de porter devant l'opinion de tels débats. Ce n'est certes pas facile. Techniquement, car ils manquent de tribunes. Intellectuellement, car les citoyens ne sont pas préparés à réfléchir à ce type de question. Mais ce serait la noblesse d'une opposition sûre de son bon droit et consciente de ses responsabilités que de surmonter la facilité en s'attaquant au réel.

Quand on demande à l'opposition, comme à la majorité, de changer de style, il ne s'agit pas d'adapter à la mode leur vocabulaire, il s'agit de rétablir la primauté du politique, donc de la démocratie.

Encore une fois je parais déborder un sujet apparemment limité. Mais, et désormais nous pouvons le percevoir nettement, c'est que le technocrate n'est qu'un nouvel agent du capitalisme. Les « techno-structures » sont d'abord destinées à renforcer la cohérence du système économique actuel et de le faire perdurer. La mise en pratique par le capitalisme de méthodes de gestion d'origine socialiste comme la planification, a provoqué la naissance d'une caste intermédiaire de fonctionnaires. Leur

rôle exige une intervention sur les structures sociales afin d'obtenir une certaine rationalité. Mais en l'absence d'une volonté politique, leur action se situe dans le cadre du système.

Voilà d'où vient cette confusion entre technocratie et « socialisme ». Rationnaliser le système de production, même par l'emploi de méthodes de gestion socialiste, ce n'est jamais instaurer le socialisme. Or, la crainte de paraître irréalistes entraîne un certain nombre d'hommes « de gauche » à limiter leur ambition à ces seules améliorations. A grand coup d'ordinateurs on construit des programmes politiques. La différence droite-gauche semble soudain se limiter à la répartition de quelques 3 à 4 % de la masse budgétaire. Le processus d'intégration a fonctionné ; et selon la formule de **Paul Valéry,** « un Etat est d'autant plus fort qu'il peut conserver en lui ce qui vit et agit contre lui », une telle attitude renforce le capitalisme.

On a parfois dit - notamment **Michel Rocard** - que le gaullisme n'était pas un régime technocratique. S'il est exact qu'il a été incapable de réorganiser l'appareil de production du pays, l'influence des technocrates a commencé pourtant à se faire sentir au fur et à mesure qu'eux même s'organisaient. Disons plutôt que le gaullisme du premier âge - celui de de Gaulle - a été une autocratie qui se laissait bercer au fil du courant technocratique. Les freins ne jouaient qu'en apparence, mais déjà

les tissus profonds se gangrénaient. Quand on dit : «l'Intendance suit », ou comme Pompidou : « enrichissez-vous », on crée la technocratie.

Risquons une définition : le technocrate serait le technicien qui, au nom de ses compétences, annexerait un pouvoir de décision échappant au contrôle politique, c'est-à-dire au contrôle populaire.

En définitive il ne s'agit absolument pas de jeter la suspicion sur la technique et les techniciens, ni même sur la fonction publique. Il s'agit de rétablir la souveraineté nationale en imposant aux fonctionnaires la politique que requiert l'intérêt de la France. Nous vivons un âge de décadence durant lequel, selon le mot de Jacques Mandrin « les Présidents de Conseils d'Administration oublient qu'ils sont ministres, mais où les Ministres n'oublient jamais leurs Conseils d'Administration ».

Une solidarité s'est donc tissée à partir d'une communion sociale entre les « énarques » et le monde des affaires, entre hauts-fonctionnaires de l'Etat et cadres supérieurs des grandes sociétés privées. Remettre l'Administration à sa place, limiter l'influence du monde des affaires dans la direction de l'Etat, c'est en fait s'attaquer au fondement même du capitalisme.

A cette solidarité créée par un enseignement de classe, et entretenue par un conformisme social, il faut opposer une nouvelle soli-

darité de la classe intellectuelle pouvant se soustraire au conditionnement et refusant d'être formée pour exploiter la classe ouvrière. La naissance d'une « puissance intellectuelle » à vocation contestataire comparable à cette « puissance noire » des Etats-Unis et qui, comme elle, s'attacherait à faire renaître les notions d'idéal, d'âme, apparaît comme l'un des vecteurs indispensables à la mise en place du socialisme.

(Exposé prononcé lors d'un stage de formation de militants socialistes).

Fondation Jean Jaurès

Imprimerie O.S.A.P.
209, rue d'Arras
59 - LILLE

Fondation Jean-Ja

Fondation Jean-Ja

Fondation Jean-Ja